

2909

**Gestion des risques en milieu rural au Sénégal : revue multisectorielle des initiatives
en matière de réduction de la vulnérabilité**

RESUME

Cette étude a pour principal objectif d'apporter un soutien analytique au Gouvernement du Sénégal dans la conception et la mise en œuvre de politiques visant à réduire la vulnérabilité des pauvres en milieu rural. En dépit d'une croissance économique relativement robuste depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, le développement des zones rurales du Sénégal continue de prendre du retard, entravé par des vulnérabilités structurelles, un accès inéquitable aux services publics et privés et un éventail limité de stratégies pour prévenir, atténuer et faire face aux risques menaçant les ménages ruraux.

Bien que la croissance économique ait, dans les dernières années, réduit la pauvreté au Sénégal, ces gains ont été moindres pour les populations rurales représentant 6 millions sur leur population totale de 10 millions d'habitants. L'économie rurale demeure essentiellement agraire et soixante cinq pour cent de la population rurale est au-dessous du seuil de pauvreté. Les ménages ruraux plus avantagés sont soit moins dépendants de l'agriculture dans la mesure où ils travaillent pour le secteur public ou engagés dans des services ou le commerce, soit, s'ils travaillent dans l'agriculture, jouissent de plus fortes concentrations de terres et/ou d'animaux. En dépit de la plus grande pauvreté dans les zones rurales, certains ménages ont trouvé des stratégies efficaces de croissance économique dans cet environnement.

Nature et sévérité des risques

Les risques naturels sont interliés à la nature agricole de l'économie rurale et son environnement sahélien. Les sécheresses cycliques réduisent la production agricole et déciment les troupeaux. Toutefois, les impacts de ces chocs varient considérablement en fonction de la saison agricole, de la zone agro-écologique, du type de culture et de l'irrigation des terres. Au cours des 25 dernières années, le Sénégal a connu six années qui pourraient être considérer des chocs au niveau de précipitation, caractérisées par les pluies tardives, irrégularité dans la distribution spatiale, et un fin précoce des pluies. Pendant les années de secheresse, la perte de production d'arachide est estimée de 35 à 135 millions de dollars et pour le mil/sorgho de 24 à 60 millions de dollars. En dépit de la fragilité globale des précipitations, certaines localités sont affectées par des inondations (Saint-Louis, Matam, Louga, Tambacounda et Kolda) causant des morts, des déplacements, la destruction des infrastructures et d'importantes pertes de cultures et d'animaux.

Les animaux et les insectes nuisibles, les maladies des plantes et des animaux constituent d'autres risques. Le Sénégal subit régulièrement l'invasion des criquets pèlerins, les plus récentes en 1988 et en 2004. Contrairement à la sécheresse, les dégâts des criquets sont géographiquement sporadiques. Il a été estimé qu'environ 20 pour cent des ménages ruraux ont été affectés en 2004 avec des pertes de céréales estimées à moins de 50 000 tonnes (environ 14 millions de dollars) et des dégâts importants sur les

pâturages dans certaines régions. D'autres infestations endémiques affectant l'agriculture et le bétail sont moins spectaculaires mais peuvent causer des pertes considérables de production, comme les oiseaux granivores, les pucerons, la mouche blanche et diverses maladies animales. La prévention et le traitement des infestations parasitaires demeurent limités.

Les risques économiques dans les zones rurales sont liés à ceux d'une économie ouverte, aux changements des systèmes de production et commercialisation et aux risques affectant les revenus et le pouvoir d'achat. Si l'emploi constitue un risque économique majeur dans les zones urbaines, il ne se pose pas dans le Sénégal rural où l'essentiel des personnes travaillent de manière autonome ou sont engagées dans des activités informelles ou à temps partiel pour diversifier leurs revenus. L'arachide et les produits arachidières, principale culture d'exportation, ont vu leurs exportations décroître progressivement en raison de la mauvaise gestion des réformes du sous-secteur depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, et de la diminution de la qualité des semences et des sols et des tendances à la baisse des cours sur les marchés internationaux au cours des dix dernières années. Le passage à une structure de marché libéralisée a provoqué des ruptures comme le manque d'accès à des intrants aussi cruciaux que les semences et les engrais. En 1994, la dévaluation du Franc CFA a amélioré la croissance économique globale mais cette croissance n'était pas strictement 'pour les pauvres' dans la mesure où les gains étaient moins apparents pour les producteurs ruraux en raison de la valeur réelle des cultures après la dévaluation et de l'érosion du pouvoir d'achat en milieu rural.

Les populations rurales sont plus exposées aux chocs sanitaires et sont confrontées à de plus grandes contraintes dans l'accès aux services sanitaires. Le paludisme est le problème de santé le plus répandu au Sénégal. Au niveau national, le paludisme compte un taux de 31 pour cent de morbidité et de 32 pour cent de mortalité et frappe plus fréquemment les populations rurales. Il est estimé que les effets directs et indirects du paludisme réduisent le PIB de 0,35 pour cent au Sénégal. La mortalité infantile, la mortalité maternelle et la malnutrition des enfants sont également beaucoup plus élevées dans les zones rurales. Contribuant aux taux élevés de mortalité maternelle en zone rurale, 45 pour cent des femmes accouchent soit seules soit avec des membres de la famille ou des amies alors que seulement 12 pour cent des naissances en milieu urbain se déroulent dans des conditions aussi risquées. Bien que le Sénégal enregistre un des plus faibles taux de prévalence du VIH en Afrique sub-saharienne, avec une estimation de 1,5 pour cent de la population adulte, les risques pour les populations rurales proviennent de la transmission par les travailleurs migrants, d'une moindre connaissance de la prévention et des options de traitement et d'un moindre accès aux services de dépistage et au traitement.

Les populations rurales ont tendance à avoir moins recours aux services de santé que les habitants des villes. Malades, deux-tiers des ménages ruraux s'adressent à des services de santé contre trois-quarts de résidents urbains, déclinant par niveau de pauvreté. Fait plus important, les résidents ruraux ont accès à des services de santé de qualité inférieure, s'adressent davantage aux guérisseurs traditionnels au lieu des centres de santé et aux hôpitaux publics et privés. L'accès financier apparaît comme étant un facteur important, tandis que l'accès physique et la perception de qualité des services. Sur

les résidents ruraux ayant dit avoir été malades, 40 pour cent n'ont pas suivi de traitement, le trouvant trop onéreux, mais cette perception de coût est inter liée avec distance et qualité.

Les risques pour l'accumulation éducative sont l'absence d'inscription, l'abandon scolaire en cours d'année ou entre deux années ou la non acquisition d'une base de compétences suffisantes. Le taux brut de scolarisation est estimé à 95 pour cent dans les zones urbaines et à 70 pour cent dans les zones rurales. Cela signifie que plus de 300 000 enfants en âge de fréquenter l'école primaire en milieu rural ne vont pas à l'école, dont un-tiers dans la région de Diourbel et un nombre considérable à Kaolack et à Louga. On n'enregistre guère de différences entre les taux de fréquentation scolaire selon les quintiles de pauvreté, ce qui n'est pas le cas pour les zones urbaines. Les obstacles à l'accès physique ayant commencé de s'aplanir grâce aux investissements massifs en salles de classe, les facteurs liés à la demande et les problèmes de qualité et de coût prennent une place plus importante. Les facteurs semblant le plus freiner le niveau d'instruction primaire en milieu rural sont les maladies de l'enfant, le manque de perception de la pertinence (en raison de la combinaison des faibles retours de l'éducation primaire dans les zones rurales, les faibles niveaux de scolarisation des parents et les préférences parentales pour l'enseignement religieux et arabe), le travail des enfants et les décisions économiques prises en période de bonnes et/ou de mauvaises récoltes.

Le conflit régional en Casamance et l'occurrence au niveau de la communauté et des ménages de vols, de conflits de propriété et de violence sont les principales sources de risques sociaux en milieu rural au Sénégal. Le conflit en Casamance depuis le début es années quatre-vingt, a déplacé des populations, a laissé des personnes handicapées par les mines terrestres, détruit les infrastructures, abouti à une perte de recettes touristiques et des investissements privés et un ralentissement des investissements publics. A l'échelle nationale, le vol de bétail constitue un problème croissant et accroît la vulnérabilité, compte tenu du fait que le bétail est considéré comme un capital de richesse et une valeur refuge contre les chocs.

La majorité des villages subissent des chocs négatifs multiples. Plus le nombre de chocs est élevé, plus grande est la probabilité que les villages perçoivent l'aggravation de la situation. Quoiqu'il en soit, au sein d'un même village, ces chocs frappent les ménages de manière différente. En raison de l'étroitesse de ses liens avec la production agricole, les schémas climatiques et les conditions atmosphériques, l'aspect saisonnier est important au regard de la vulnérabilité. Cette période critique, appelée 'période de soudure', exacerbe les cercles vicieux et enregistre un accroissement des vulnérabilités. La demande de main d'œuvre en période de pointe correspond aux pires périodes de malnutrition et de paludisme. La période la plus impaludée coïncide également avec la saison des pluies où le transport des interventions sanitaires d'urgence est le plus difficile. Le manque de revenus disponibles lors de la période précédant les récoltes coïncide avec les plus grands besoins de liquidités pour payer les traitements médicaux et peut retarder l'entrée des enfants à l'école dans la mesure où les rémunérations n'interviennent qu'après la récolte.

Mécanismes de gestion des risques informels et axés sur les forces du marché

Les ménages et les communautés cherchent à réduire leur vulnérabilité par des pratiques anciennes de gestion des risques face aux caprices de la vie dans le Sahel. Les stratégies informelles de prévention des chocs revêtent de nombreuses formes dont la vaccination des enfants et du bétail, l'irrigation, le déboisement pour prévenir les feux de brousse, etc. Les stratégies d'atténuation de l'impact des chocs se centrent sur la diversification de la production et des recettes. Dans le cadre de cultures sous-pluie, tout au long des années quatre-vingt-dix, une diversification a été enregistrée depuis l'arachide et les autres cultures ayant été le plus affectées par les conditions atmosphériques adverses vers des cultures comme la pastèque et le niébé. Les stratégies d'adaptation portent sur la réduction quantitative et qualitative des rations alimentaires, la vente d'animaux, l'utilisation de médecines traditionnelles, la non-inscription des enfants à l'école et le recours aux migrations temporaires.

Les réseaux sociaux et les organisations locales constituent la ligne de front de la défense contre les chocs frappant les ménages. Les organisations religieuses, les groupements de femmes, les clubs d'épargne informels (*tontines*) et les organisations culturelles et sportives se retrouvent dans la vaste majorité des communautés rurales et ils regroupent toutes les catégories de revenus de manière égalitaire. Les associations basées sur l'apprentissage à la gestion de l'eau et à la santé sont moins courantes et peuvent davantage procéder par exclusion en termes d'adhésion. Les ménages ruraux contribuent financièrement au maintien de ces réseaux, indépendamment de niveau de pauvreté.

Les ménages s'efforcent également de se diversifier contre les risques ruraux par la voie de l'émigration. Bien que les mariages et les autres événements familiaux soient la raison première de migration rurale, un nombre considérable de ménages migrants invoque des raisons économiques (manque d'emplois, nouveau lieu d'implantation, accès aux terres). Les migrations internationales se sont développées en importance et l'on estime qu'un demi-million de Sénégalais résident à l'étranger. En termes de statistiques, c'est l'émigration vers d'autres nations africaines qui compte le plus de ressortissants sénégalais. De cette émigration, les envois internationaux vers le Sénégal sont en croissance constante et représentent environ 6 pour cent du PIB du Sénégal. Certaines anecdotes donnent à penser que, dans certaines régions, ces envois peuvent constituer une source de revenus importante, voire prédominante. Les systèmes informels de transfert sont moins onéreux que les systèmes financiers formels mais comportent plus de risques. Les transferts formels sont en grande partie effectués par la Poste et sa représentation rurale étendue et, de plus en plus, par les institutions de microfinance (IMF).

Parmi les mécanismes de gestion des risques fondés sur le marché, les instruments financiers modernes, dont l'épargne et le crédit, sont des outils essentiels de lissage et de croissance de la consommation. L'accumulation d'épargne dans des centres d'épargne permet un aplanissement suffisant de la consommation face aux chocs, une auto-assurance contre les risques, une sécurité pour l'accumulation de richesse et un renforcement de la solvabilité. Outre l'investissement et la croissance, en termes financiers, le crédit est crucial pour lisser la consommation face aux urgences. L'essentiel de l'épargne rurale est encore de type 'bas de laine' bien que l'épargne financière, tant formelle qu'informelle, croît en

importance. Le secteur de la finance est florissant au Sénégal depuis quelques années. Les zones rurales constituent un segment important du marché pour plusieurs IMF majeures. Toutefois, l'essentiel du crédit agricole provient de la banque commerciale parapublique CNCAS.

L'assurance aide les ménages à atténuer les effets adverses sur leurs revenus et leur consommation des crises sanitaires, des décès, des handicaps, de la vieillesse, des pertes de cultures, des faillites et des pertes commerciales dues aux vols, aux incendies et aux accidents. Les mécanismes d'assurance formels sont extrêmement limités au Sénégal et virtuellement non-existants dans les zones rurales. Le segment le plus actif du marché de l'assurance comprend les mutuelles de santé qui se sont considérablement développées depuis certaines initiatives pilotes au milieu des années quatre-vingt et elles sont à l'heure actuelle plus de 90 à travers la nation avec 66 000 membres payants et un total de 220 000 bénéficiaires ; selon les estimations de certains chercheurs, bien moins de 10 pour cent du total des bénéficiaires se trouvent dans les zones rurales, la plupart dans des mutuelles de santé communautaires. Il semble qu'il existe un potentiel d'expansion de l'assurance maladie à travers les coopératives et les fédérations de producteurs à plus grande échelle ainsi qu'à travers les initiatives pilotes des IMF.

Politiques et dépenses du secteur public en faveur de la gestion des risques to bottom

Les activités de gestion du risque sont réparties entre plusieurs ministères et agences, parmi lesquels : (a) le Ministère de la femme, de la famille et du développement social et le Ministère de la Solidarité Nationale (MFFDS/SN) ; (b) le Ministère de la Santé et de la Prévention médicale ; (c) le Ministère de l'Education; (d) le Ministère du Travail, de la Fonction publique et les Organisations professionnelles ; (e) le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Entrepreneuriat féminin et de la Micro-finance ; (f) le Ministère en charge de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Elevage ; (g) le Ministère de l'Intérieur et (h) le Ministère de la Jeunesse ainsi que des programmes sélectionnés sous la supervision de la Primature.

Le Gouvernement a consacré 43 millions de dollars en 2004 à l'assistance sociale, aux filets de sécurité et à la gestion des catastrophes, y compris les programmes de développement communautaire du MFFDS. Le point focal de la gestion des catastrophes et le Département de la Protection civile du Ministère de l'Intérieur, appuyé par le MFFDS/SN et des ONG comme la Croix Rouge pour assurer des approvisionnements d'urgence, des liquidités et des matériaux de reconstruction. Le Ministère de l'Agriculture répond aux effets consécutifs sur la capacité de production. Les réactions aux inondations de 2003-2004 ont été accélérées du fait des secours dispensés aux sinistrés par le Fonds de Solidarité nationale récemment créé. Mais les approches parallèles de comités communautaires et la distribution du haut vers le bas par les responsables locaux peuvent en réduire l'efficacité et créer des chevauchements.

Pour l'assistance sociale et les filets de sécurité, le Ministère de la femme, de la famille et du développement social (MFFDS) et le Ministère de la Solidarité Nationale (MSN)

ont pour mandat fondamental de protéger les familles et les individus les plus vulnérables. Le MFFDS détient une longue liste de programmes d'assistance sociale et de développement communautaire en faveur des femmes, des handicapés, des enfants en situation de risque, des personnes âgées et des communautés rurales vulnérables. Au MSN, le Fonds de Solidarité Nationale finance les secours en cas de catastrophe et doit s'étendre aux infrastructures, au micro-crédit et à l'assistance sociale. Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) assure la sécurité alimentaire par la distribution d'aliments et la surveillance de l'évolution des situations dans le pays, dont la distribution extensive de riz essentiellement par le canal des chefs religieux. Les programmes utilisent des approches et des critères différents sans guère de coordination et de surveillance.

Dans un souci de gestion des risques, de nombreux projets du budget des investissements appuient le développement général de l'agriculture, en contribuant de diverses manières à la prévention des chocs. L'essentiel des investissements dans l'agriculture et dans l'élevage est destiné à accroître la productivité par l'irrigation, l'amélioration des technologies et le soutien au développement des organisations de producteurs. Les projets d'investissement liés à l'irrigation à eux seuls représentent 40 à 60 pour cent du budget d'investissement du Ministère de Agriculture.

En outre, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, une série de mécanismes financiers a été mise en place pour atténuer et permettre l'adaptation aux risques liés à l'agriculture et chercher à assurer un flux adéquat de crédit vers le secteur. Le Fonds de Sécurisation du Crédit Agricole (FSCA) comporte un fonds de garantie, une bonification d'intérêts sur le crédit agricole à travers la CNCAS et un fonds destiné à répondre aux calamités agricoles. De 1998 à 2004, 28 milliards de F CFA (US\$56 million) ont été attribués par ces fonds pour atténuer et permettre l'adaptation aux chocs affectant les producteurs ruraux. Il est difficile d'évaluer l'impact global des mécanismes du FSCR. Les divers fonds ont pris certaines mesures en termes de circulation de crédit en temps de crise mais elles ne portent pas sur la surface financière ni sur les problèmes de solvabilité à plus long terme du secteur.

Le secteur public, y compris le gouvernement central, les donateurs et les administrations locales, ont affecté 176 millions de dollars à la santé en 2004, soit l'équivalent de 2 pour cent du PIB. En dépit de l'augmentation du nombre de postes de santé, les services de santé ont du mal, ces dernières années, à suivre le rythme de croissance de la population. Les résidents ruraux bénéficient d'une qualité de service globalement inférieure en termes de cherté des coûts et d'efficacité des traitements. Ces désavantages affectent la gestion des risques de santé comme le contrôle de la mortalité maternelle. Eu égard à la prévention et au traitement, un financement par reconduction a été mobilisé mais la distribution de moustiquaires et les révisions des protocoles de traitement sont atténuées par les faiblesses du système de santé communautaire dans les zones rurales et l'inaptitude des pauvres ruraux à payer les services. Le Gouvernement a accru ses efforts de prévention et de traitement du VIH-SIDA bien que les populations aient eu moins de chance d'en bénéficier. La malnutrition semble être efficacement traitée par le Projet d'amélioration de la Nutrition bien que son extensibilité dans les zones rurales soit restreinte par le coût et la présence d'ONG techniquement capables.

En 2004, le Gouvernement et les donateurs ont consacré environ 52 millions de dollars à l'éducation primaire en milieu rural. Le Gouvernement a déployé des efforts considérables pour accroître l'offre d'enseignement primaire dans les zones rurales. En dépit de cet investissement, les écoles inachevées sont encore plus fréquentes dans les zones rurales que dans les zones urbaines et le Ministère de l'Education continue d'avoir des difficultés à retenir les enseignants ruraux alors que les enfants ruraux ont moins de probabilités de recevoir des manuels. Les cantines scolaires incitent les familles à envoyer leurs enfants à l'école mais leur couverture est limitée et les coûts peuvent s'avérer considérables par rapport aux avantages en retour et il n'est pas prouvé que les ménages les plus pauvres en reçoivent. Le Ministère s'efforce également d'aborder les facteurs liés à la demande en diversifiant l'offre éducative, y compris l'enseignement en arabe dans certaines régions.

Compte tenu de leur nature transversale, de nombreux ministères et agences sont impliqués dans des activités génératrices d'emplois mais les programmes cherchant spécifiquement à créer des emplois se sont élevés à environ 4 millions de dollars en 2004. Il s'agit de programmes totalement financés en interne et la plupart ont été créés lors des dernières années parallèlement à la pression croissante de l'emploi, particulièrement chez les jeunes. Peu d'attention est systématiquement portée au travail temporaire par des travaux publics et des infrastructures. Toutefois, selon une revue du ciblage de plusieurs projets de développement multisectoriel, des programmes comme l'AFDS et le PNIR ont réussi à canaliser des ressources vers des infrastructures à petite échelle dans les communautés rurales les plus pauvres.

En termes de développement de mécanismes d'épargne et de crédit, la majorité des initiatives du gouvernement ont cherché à se servir des IMF existantes pour canaliser le crédit subventionné vers des groupes spécifiques. Cela peut marcher à contre-courant avec l'objectif d'établir des services financiers durables pour les zones rurales. Le Gouvernement investit peu dans le soutien direct au développement du secteur bien que les donateurs aient procédé à des investissements directs importants.

Recommandations de l'étude

Le DSRP et les politiques sectorielles identifient les principaux risques auxquels est confronté le Sénégal rural. Mais peu d'attention a été accordée au fait de savoir si les programmes et les dépenses s'alignent sur les risques, qui en bénéficie et l'impact sur la réduction des risques. Il est important que les décideurs identifient les risques dont il s'agit ainsi que la justification de leur intervention. Le mécanisme proposé répond-il de manière adéquate au risque ? Qui en est couvert ou exclus ? Quel degré de prévention, d'atténuation ou d'adaptation est-il 'acquis' en contrepartie des dépenses publiques engagées ?

Les recommandations portant sur l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de la réponse aux catastrophes naturelles visent à intégrer les réponses aux désastres et à mieux utiliser les systèmes d'alerte rapide. Les réponses aux risques liés aux personnes doivent être intégrées aux réponses liées à la production pour accroître la cohésion globale. Le temps de réaction et le coût peuvent être réduits par le système d'alerte rapide, y compris par des directives en matière de responsabilités. Les méthodologies d'estimation

des dommages devraient être systématiquement appliquées pour mieux identifier les personnes affectées et mieux structurer la réponse appropriée. Et le coût élevé d'adaptation aux calamités naturelles (comme les criquets en 2004) justifie un investissement plus important dans la prévention des chocs.

Le défi fondamental d'étendre et d'améliorer les filets de sécurité et l'assistance sociale est de créer des mécanismes liés aux objectifs programmatiques pour réduire la vulnérabilité. Il s'agit là de consolider les divers transferts aux groupes vulnérables (femmes, personnes âgées, handicapés etc.) selon un ensemble d'interventions cohérentes et par un passage du mode actuel de 'transfert inconditionnel' à un ciblage plus étroit sur les personnes réellement vulnérables, et d'avoir recours à des outils de ciblage améliorés et une surveillance plus systématique des résultats et des impacts.

Le rôle central de l'Etat, en tant que mécanisme ultime de gestion des risques pour la production rurale pose plusieurs problèmes dont la pérennisation fiscale, le risque moral et l'efficacité globale. La gestion des risques agricoles peut être mieux assurée par (a) la prévention des chocs par le développement de l'irrigation, y compris la petite irrigation par eau souterraine dans le Bassin arachidier et la facilitation de l'accès aux technologies appropriées ; (b) le recours aux services du secteur privé pour gérer les fonds de sécurisation du crédit ; (c) la recherche de l'applicabilité des instruments d'assurance agricole comme l'assurance des cultures sur l'indice météorologique; (d) la reconsidération de la police globale de remise des dettes des paysannes et (e) le développement de meilleurs outils d'informations pour étayer la gestion du risque agricole.

En matière d'éducation, le risque rural nécessite des stratégies axées sur la demande ainsi qu'une impulsion appropriée à la construction d'écoles et leur dotation en personnel. L'extension des déjeuners scolaires peut être une stratégie efficace ainsi que la diversification des programmes éducatifs adaptés aux populations rurales, y compris la langue d'enseignement et les préoccupations de programmes locaux. Les options à proposer aux parents écartés entre le travail dans les champs et les cycles agricoles en général et la scolarisation méritent d'être explorées. Et le programme de santé scolaire nécessite une meilleure couverture rurale orientée vers les risques de santé cruciaux en milieu rural.

Les politiques de santé peuvent accélérer la prévention des chocs cruciaux en milieu rural par : (a) une plus grande présence de sages-femmes au niveau des postes de santé, (b) l'investissement dans de meilleurs services au niveau des communautés, y compris l'extension des équipements et du matériel pour renforcer le système de référence, (c) l'assurance que les primes de rendement aux travailleurs sont effectivement mises en œuvre pour stabiliser le personnel dans les zones rurales, (d) l'expérience internationale en matière de programmes de dispense de frais devrait être consultée dans la structuration de la proposition d'exonération des rémunérations, (e) la prévention du paludisme par une plus grande utilisation de moustiquaires devrait faire appel à la pleine force des associations rurales, y compris les associations les plus représentées dans les villages, la réévaluation de la stratégie de marketing social et un système d'alerte rapide installé dans le Nord ; (f) les expériences positives de la prévention de la malnutrition devraient être disséminées et

répliquées ; (g) initiatives en matière de VIH-Sida devraient être ciblées aux risques et caractéristiques spécifiques des populations rurales et les systèmes de traitement diversifiés pour une meilleure accès pour les ruraux ; et (h) les mutuelles de santé devraient être renforcées.

Les plus grands écarts des politiques et des dépenses gouvernementales se situent au niveau de la diversification des revenus ruraux et de l'extension des services financiers. Pour améliorer la diversification des revenus, il est nécessaire de mieux cibler l'emploi sur les travaux publics et le développement des infrastructures rurales pour aider les pauvres à faire face aux chocs liés aux cycles agricoles. En outre, il est urgent de procéder à une évaluation des enseignements tirés des projets générateurs de revenus dans les zones rurales afin de mieux orienter le large éventail de projets et de dépenses à cet effet. Il est crucial d'étendre les mécanismes d'épargne et de crédit. S'il est nécessaire de reconsidérer les pratiques actuelles de lignes de crédit subventionnées, les options de promotion de l'extension des IMF dans les zones rurales devraient être analysées, en s'inspirant des meilleures pratiques internationales et expériences des pays. Le Gouvernement devrait également explorer les possibilités d'optimisation de l'impact des envois d'émigrés.

La vision des risques dans une perspective multisectorielle aide à identifier les cycles vicieux qui nécessiteront une collaboration entre les secteurs. La révision du Document sur la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et le développement d'une Stratégie nationale de protection sociale dans les mois à venir offrent au Gouvernement une opportunité d'établir des liaisons plus explicites. Il s'agit également d'une opportunité de redresser les déséquilibres par l'amélioration des investissements et des dépenses du secteur public dans les zones rurales. Le passage à des instruments de gestion des risques plus sophistiqués fait partie intégrante du processus de développement. L'amélioration de la capacité des ménages ruraux à prévenir, atténuer et faire face à l'impact de la fréquence des chocs ou à les surmonter sera un déterminant crucial de l'atteinte des OMD au Sénégal.